

# Face aux défenseurs d'un régime colonial, raciste et d'apartheid, nous ne nous laisserons pas intimider !



## La Campagne BDS France, le 8 mars 2016

Les amis de l'Etat raciste, colonial et d'apartheid israélien essaient tout ce qu'ils peuvent pour tenter de faire croire que le mouvement BDS serait raciste et/ou illégal pour détourner l'attention de l'opinion publique du sort tragique imposé au peuple palestinien.

Le dimanche 6 mars à Paris lors de la manifestation dans le cadre de la journée internationale de lutttes pour les droits des femmes, un incident inédit et grave s'est produit. Des policiers en civil ont observé la manifestation puis interpellé une jeune femme vêtue du T-Shirt « Boycott Israël Apartheid / Justice en Palestine » qu'ils ont conduite au commissariat. Les manifestan-te-s solidaires se sont arrêté-e-s et ont scandé des slogans en soutien à la Campagne BDS jusqu'à ce que Hasna soit relâchée du commissariat. Elle est convoquée le lundi 14 mars à 14H au commissariat rue des Ours au motif : « Provocation à la haine en raison de l'origine par écrit »

En juin 2015, Benyamin Netanyahou a lancé un appel afin de constituer un « large front » et mener la guerre contre BDS.

Les dirigeants français, menés par le premier ministre (lui-même se déclarant « éternellement lié à Israël ») se sont depuis lors engagés plus encore dans la répression politique de la Campagne internationale BDS afin de soutenir le criminel de guerre au pouvoir à Tel-Aviv : Cela se traduit entre autre par le vote d'un vœu présenté en Conseil de Paris par le PS, parti de la maire Anne Hidalgo, et LR, pour condamner la campagne BDS et par les intimidations et procès politiques à l'encontre des militants BDS qui appellent au respect du droit international

Le 7 mars, lors du dîner du CRIF ; officine au service de la politique criminelle d'un état qui viole le droit international depuis sa création, le 1<sup>er</sup> ministre de la France n'a pas hésité à surenchérir « *« Et puis (...) il y a l'antisémitisme, c'est-à-dire tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël» !*

Face aux succès grandissants du mouvement BDS dans le monde, qui est un mouvement citoyen, antiraciste et non-violent pour les droits fondamentaux du peuple palestinien, Israël n'a pas d'autre ressource que d'essayer de faire interdire BDS pour cause d'antisémitisme.

Mais aujourd'hui la grande majorité de l'opinion publique ne se laisse plus embarquer dans l'ignoble chantage à l'antisémitisme, et de plus en plus de Juifs ont rallié la Campagne BDS. Coloniser un pays, écraser le peuple autochtone, le pousser à bout et lui imposer un régime d'apartheid au nom des Juifs du monde entier, qui se risque à contester que cela ne peut que favoriser l'antisémitisme ?

Nous rappelons, au 1<sup>er</sup> Ministre, au Ministre de l'intérieur ainsi qu'au Ministre de la Justice, le courrier en date du 20 novembre 2015 adressé à Mme Taubira alors Ministre de la Justice par Jean-Jacques Urvoas, Président de la Commission des Lois et député du Finistère, membre du Parti Socialiste :

Les actions menées par ces personnes visent à sensibiliser la population à la question du conflit israélo-palestinien et à sanctionner l'État hébreu pour son non-respect du droit international concernant l'occupation des colonies et son attitude dans le cadre du processus de paix.

L'incitation à punir ce militantisme constitue une atteinte à la démocratie et aux libertés fondamentales, telles que la liberté d'expression, qui ne doivent faire l'objet de limitations qu'en cas de déclarations ou de faits inacceptables et contraires aux valeurs républicaines.

Aujourd'hui, Les politiciens qui soutiennent le régime israélien d'apartheid sont à court d'arguments : ils amalgament l'antisionisme avec l'antisémitisme et le terrorisme, ils prennent les juifs du monde entier en otage, voulant obstinément en faire les complices des crimes de guerre et d'apartheid d'un état qui leur est étranger. Ils osent prétendre que BDS est illégal mais cautionnent les violations constantes du droit international et des droits humains par l'état israélien.

Nous ne plierons pas, BDS continuera, nous resterons aux côtés du peuple palestinien et des anticolonialistes israéliens jusqu'à ce que les 3 objectifs de la campagne BDS soient réalisés : mettre fin à la colonisation, à l'occupation et démanteler le mur, gagner l'égalité des droits des Palestiniens d'Israël, et appliquer la résolution 194 de l'O.N.U. sur le droit au retour des réfugiés palestiniens.

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

[campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

---

# Violences du CRIF et de la LICRA à Toulouse : la culture contre la haine

La Campagne BDS France, le 1er mars 2016

Le cinéma Utopia de Toulouse a été à nouveau la cible des voyous sionistes. Fin janvier, il a fait l'objet d'une attaque coûteuse (4000 euros de dégâts) et de graffitis haineux qui démontrent la bêtise crasse de leurs auteurs.

Parce que la guerre que mène aujourd'hui le gouvernement israélien contre les Palestiniens n'est qu'un épisode d'un conflit qui dure depuis près de 70 ans, dont les ramifications s'étendent dans tous les pays avoisinants et dans le monde entier, le cinéma Utopia essaye d'aborder cette complexité en accueillant une soirée-débat autour de Georges Ibrahim Abdallah, en prison en France depuis plus de 30 ans.

Parce que ce cinéma propose à chacun de se faire une opinion sur la colonisation israélienne en Palestine, les récriminations du CRIF et de la LICRA de Toulouse contre le cinéma Utopia sonnent comme un refus de la complexité et du débat, au profit d'une violence lâche et simpliste, semblable à celle des colons israéliens. Ce faisant, le CRIF et la LICRA de Toulouse semblent justifier l'attaque contre le cinéma, incitant les voyous à recommencer leurs méfaits.

Parce qu'à une situation complexe, les officines sionistes répondent par des discours simplistes et par la violence, les milliers de partisans de la Campagne BDS France continueront leur patient travail d'information et de lutte non violente, de pressions par le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions contre l'Etat israélien jusqu'à ce qu'il se mette en règle avec le droit international.

En France aussi, alors que le droit est détourné contre la Campagne BDS France, il s'avère plus laxiste quand il s'agit des nervis sionistes, mais cela ne nous découragera pas et nous exprimons notre entière solidarité avec le cinéma Utopia. Nous espérons que cette lâche attaque ne le découragera pas de continuer son travail d'information culturelle, toujours aussi indispensable en ces temps de plus en plus troubles.

Nous soutenons dans leur plainte le cinéma Utopia Toulouse et le comité BDS France Toulouse.

La Campagne BDS France

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

[campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

---

# **Victoire confirmée contre Orange**

Victoire confirmée contre Orange.

En janvier 2016 Orange annonçait rompre son accord avec Partner Communications, entreprise israélienne de téléphonie qui vendait ses services aux colons et aux soldats israéliens. Et en effet, dès la mi février plus aucun téléphone portable en Israël ni dans les colonies ne mentionne la marque Orange. Sans le moindre appel au boycott de notre part, par la simple démonstration du profit que tirait Orange de la colonisation illégale de la Palestine, et après 5 longues années d'une campagne haletante, Orange prend enfin la décision qui s'impose, décision à la fois conforme au droit international et à son propre intérêt : cesser de vendre à

Partner Communications le droit d'utiliser sa marque en Israël et en Palestine occupée.

La Campagne BDS France

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

---

# **L'interdiction du boycott d'Israël est comme le soutien de Thatcher à l'apartheid**

*Comité national palestinien du BDS – 15 février 2016*

L'organisation palestinienne qui conduit le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), qui est actuellement la cible des nouvelles règles du gouvernement britannique, affirme que le Premier ministre David Cameron commet une grave erreur, la même que faisait Margaret Thatcher avec son soutien indéfectible à l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Les nouvelles règles qui vont être annoncées durant une visite en Israël, cette semaine, du ministre du Bureau du Cabinet, Matt Hancock, vont faire qu'il sera plus difficile pour les autorités locales et les autres organismes publics, dont les universités, de prendre des décisions d'acquisitions ou d'investissement éthiques. Le gouvernement affirme que les changements sont conçus pour contrer le mouvement BDS qui grandit.

Rafeef Ziadah, porte-parole au Royaume-Uni du Comité national palestinien du BDS, déclare :

**« Plutôt que d'œuvrer à rendre Israël responsable de ses violations continuelles des droits de l'homme, les ministres britanniques continuent leur commerce des armes avec Israël et s'en prennent à la démocratie locale afin de le protéger contre toute critique. »**

**« Quelle sorte de message cela envoie-t-il à des entreprises britanniques comme G4S et JCB, qui aident et se font les complices d'Israël dans ses violations du droit international ? »**

La société de services de sécurité G4S aide Israël à gérer ses prisons où des Palestiniens sont torturés, et JCP fournit les bulldozers qui sont utilisés pour démolir les maisons palestiniennes.

**« En sapant la démocratie locale au profit d'Israël, David Cameron se place du mauvais côté de l'histoire, tout comme Margaret Thatcher avec son soutien à l'Afrique du Sud de l'apartheid. »**

David Cameron lui-même franchissait la ligne de piquetage du boycott sud-africain encore en 1989, alors que l'opinion publique internationale avait déjà basculé en faveur de la démocratie, en allant faire un tour tous frais payés en Afrique du Sud, pour monter le dossier contre les sanctions au régime raciste. L'isolement international a été crucial dans la chute de l'apartheid en Afrique du Sud.

Ziadah poursuit :

**« Le mouvement BDS au Royaume-Uni a reçu un large soutien précisément en raison de l'incapacité des gouvernements britanniques successifs à passer à l'action en réponse aux crimes de guerre d'Israël. »**

**« Loin de contrecarrer le soutien public grandissant à la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité, ces mesures ne font que mettre en évidence le soutien de plus**

***en plus profond du Royaume-Uni à l'oppression par Israël des Palestiniens, et elles soulignent aussi qu'il est indispensable de mener une campagne pour la solidarité. »***

La multinationale à base française Veolia a mis fin à son rôle dans les colonies illégales israéliennes, après que des autorités locales au Royaume-Uni et au-delà l'ont exclue de leurs contrats pour un montant de plus de 10 milliards de livres.

Les conseils locaux de Tower Hamlets, Leicester, Swansea et Bristol sont parmi ceux qui ont adopté des résolutions en soutien au BDS, ou condamnant les entreprises impliquées dans les colonies illégales israéliennes.

Les limites, potentiellement d'une portée considérable, aux pouvoirs des conseils locaux concernant les investissements et les acquisitions ont été critiquées par Amnesty International, des conseillers élus, des experts en administration locale et le Parti travailliste.

Une coalition des groupes de la campagne – dont des militants pour le climat qui travaillent avec les autorités locales qui se sont désinvesties des entreprises utilisant des combustibles fossiles – mène campagne contre les initiatives qui restreignent la capacité des autorités locales à prendre des décisions pour des investissements éthiques.

Les militants ont jeté le doute sur l'idée que les nouvelles règles pourraient impacter les syndicats d'étudiants, lesquels sont enregistrés comme organismes caritatifs et ne sont pas limités par les mêmes cadres juridiques que les conseils locaux et les universités.

En plus des ministres qui entravent l'action des organismes publics dans leur soutien à la Palestine, le Cadre pour la Prévention (Prevent Framework) du gouvernement semble avoir identifié les discussions légitimes sur la Palestine comme un repère pour un « extrémisme » potentiel, et un écolier a été



interrogé par la police anti-terroriste parce qu'il portait un badge « Free Palestine » à l'école.

Ziadah ajoute :

**« Cette agression contre une liberté d'expression fondamentale et la démocratie locale intervient dans le contexte de coupes drastiques et idéologiques dans les dépenses publiques, des attaques gouvernementales contre la communauté musulmane, les syndicats et le droit de manifester. »**

**« Nous soutenons tous les groupes et toutes les communautés qui sont touchés par l'agenda néolibéral du gouvernement conservateur et par toutes les attaques contre la démocratie et les droits fondamentaux. »**

Note aux éditeurs

1- Les tactiques de boycott et désinvestissements ont été approuvées par le Congrès des syndicats et plus d'une dizaine de syndicats à titre individuel, le Parti des Verts, le Syndicat national des étudiants et des dizaines de syndicats étudiants.

2- Kate Tempest, Jarvis Cocker et Roger Waters de Pink Floyd sont parmi les mille artistes qui se sont récemment engagés à ne pas se produire en Israël.

3- La multinationale à base française Orange, et la plus grande entreprise d'Irlande CRH, sont parmi les autres grandes entreprises à sortir du marché israélien après d'intenses campagnes menées contre leurs relations avec l'occupation par Israël de la terre palestinienne.

4- En dépit des contrôles officiels de Whitehall sur les exportations d'armes, des armes et des technologies militaires de fabrication britannique continuent d'être vendues et utilisées par les forces d'occupation israéliennes. La valeur

des licences autorisées pour les exportations vers Israël se montait à plus de 40 millions de livres, pour 2014 seulement. Les exportations britanniques des armes vers Israël comprennent des moteurs pour drones. Israël utilise ces drones pour attaquer les civils palestiniens. La plus importante entreprise d'armement d'Israël, Elbit Systems, est le chef de file d'un consortium de 700 millions de dollars qui fournira une formation à la Royal Air Force.

<http://bdsmovement.net/2016/palestinians-israel-boycott-ban-similar-to-thatchers-support-for-apartheid-13713>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

---

# **Succès du rassemblement de contestation contre la condamnation de BDS par le Parti socialiste et Les Républicains de Paris**

Communiqué BDS France – 18 février 2016

Malgré les appels de tout le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, dont cet appel de BDS France à tous les élus de Paris antiracistes et pour une paix juste:

<http://www.bdsfrance.org/les-elus-antiracistes-et-pour-une-paix-juste-entre-palestiniens-et-israeliens-ne-peuvent-que-sopposer-a-la-condamnation-de-la-campagne-bds/>

les élus du Parti Socialiste et des Républicains au Conseil de Paris ont voté lors de la séance du 16 février le vœu honteux qu'ils présentaient pour condamner le mouvement international BDS. Ils l'ont fait en catimini, anticipant les dates précises du vote qui circulaient.

Un contre-vœu pour la liberté d'expression de BDS a été présenté à l'initiative de Danielle Simonet du Parti de Gauche. Il a été voté par les élus PG, PCF et EELV du conseil de Paris, mais n'a pas pu faire échec à l'alliance du Parti Socialiste et des Républicains :

<http://www.daniellesimonnet.fr/wp-content/uploads/2016/02/BDS.pdf>

Cette alliance traduit le soutien de ces deux partis à la politique coloniale et d'apartheid de l'Etat d'Israël, condamnée par de multiples résolutions internationales.



Tous les discours sur le « dialogue » avec les autorités israéliennes cherchent en réalité à empêcher que la vérité soit faite sur le sort tragique du peuple palestinien et à normaliser la situation d'occupation, de colonisation et de répression brutale qu'il subit.

Le PS et LR de Paris se sont réclamés dans leur vœu de leurs relations avec les villes de Ramallah, Jéricho et Bethléem. Les maires de ces trois villes leur ont écrit pour leur demander de ne pas condamner BDS, mais cela les a laissés

indifférents.

Le chantage à l'antisémitisme du PS et LR est ignoble : leur discours assimile l'ensemble des Juifs à la politique d'Israël et s'appuie sur la mémoire du génocide nazi, alors que de nombreux Juifs dans le monde participent au mouvement BDS pour la paix, la justice et l'égalité.

Un rassemblement de protestation réunissant plus d'une centaine de manifestants pour affirmer notre détermination à continuer BDS a eu lieu mardi 16 février à partir de 17H à Paris Place du Châtelet.

Ce rassemblement a été autorisé par la Préfecture de Paris sous réserve de s'abstenir de toute expression visuelle ou sonore en faveur du « boycott des produits israéliens » !

De nombreuses banderoles et pancartes ont été déployées, pour la liberté d'expression, pour BDS, contre l'occupation, la colonisation et l'apartheid israélien et contre la complicité de la Mairie de Paris.



Autour de la banderole de BDS France illustrant le rétrécissement continue de la Palestine de 1947 à aujourd'hui, plusieurs intervenant-e-s ont pris la parole :

Jean-Guy Greilsamer de BDS France, Omar Slaouti, militant associatif , Eric Coquerel coordinateur du Parti de Gauche, Raphaëlle Primet du Parti Communiste, Verveine Angeli de

Solidaires et Didier Fagart de l'AFPS.

**Nous ne nous laisserons pas intimider !**

**BDS continuera jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international !**

La Campagne BDS France

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org) – [campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)





---

# Les élus antiracistes et pour une paix juste ne peuvent que s'opposer à la condamnation de BDS

Lors de la prochaine séance du Conseil de Paris, les 15, 16 et 17 février, un vœu sera présenté par l'exécutif municipal pour condamner la Campagne BDS.

Cette campagne, rappelons-le, est une campagne internationale de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre Israël jusqu'à ce que cet Etat se conforme au droit international. Elle s'inspire du boycott qui avait contribué à mettre fin au régime d'apartheid en Afrique du Sud.

Elle vise l'impunité d'Israël, condamnée par de nombreuses résolutions internationales restées sans suite, et dénonce la politique coloniale et d'apartheid, les persécutions et la répression constantes que subit le peuple palestinien.

Le vœu prétend que la recherche d'une paix juste entre

Israéliens et Palestiniens suppose de bonnes relations et un dialogue constant avec les autorités israéliennes à tous niveaux.

**Force est de constater que cette politique de normalisation avec un régime raciste et colonial, conduite depuis près de 20 ans par les gouvernements français et l'UE, a échoué : ni négociations ni trêve de la colonisation ni fin de l'occupation : résultat = Zéro. Il est clair au contraire qu'Israël s'appuie sur cette politique de normalisation pour poursuivre son objectif qui est de faire disparaître la Palestine et d'écraser toute révolte du peuple palestinien.**

Nous appelons tous les élus antiracistes du Conseil de Paris, qu'ils soient acteurs ou sympathisants du mouvement BDS, ou qu'ils soient simplement pour la liberté d'expression de ce mouvement, à voter contre le vœu condamnant BDS. La Campagne BDS n'est criminalisée qu'en France et en Israël. Nous rappelons que cette Campagne est un mouvement antiraciste et non violent, et nous appelons les élus antiracistes à refuser l'ignoble chantage à l'antisémitisme utilisé pour la discréditer. Comme eux et avec eux nous continuerons à lutter contre le racisme sous toutes ses formes et partout où il se trouve.

Il est certain que face aux succès grandissants de BDS (dont le retrait total de Véolia d'Israël et la rupture de l'accord entre Orange et la société de téléphonie israélienne Partner Communications) les soutiens d'Israël s'inquiètent et ne reculeront devant rien pour entraver ce mouvement guidé par les valeurs universelles de liberté, justice et égalité. Des millions ont été attribués par le gouvernement israélien pour attaquer le mouvement BDS dans le monde.

Récemment deux pétitions lancées en France pour la libre expression et la continuation de BDS ont recueilli à ce jour plus de 23 000 signatures dont celles de nombreuses

personnalités et près de 14 000 sur la pétition de BDS France : « Nous appelons au boycott des produits israéliens ! », <http://boycottproduitsisraeliens.wesign.it/fr>

**La Campagne BDS France, confiante dans son enracinement citoyen, antiraciste et non-violent et dans son attachement au droit international, continuera à se développer en France malgré les instrumentalisations politiques et juridiques dont elle fait l'objet !**

La Campagne BDS France

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

[campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

---

## **So French So Food and so Apartheid !**

Du 7 au 12 février prochain, 28 chefs et maîtres-artisans français réputés participeront à l'événement So French So Food, la 4<sup>e</sup> semaine de la Gastronomie Française en Israël dans plusieurs villes israéliennes Tel Aviv, Haifa, Beer-Sheva, Acre et Tibériade, Jérusalem. Dix sociétés françaises prendront également part à cette initiative co-organisée par la chaîne de supermarchés israélienne Shufersal, et l'Ambassade de France en Israël – via l'Institut Français. L'édition de cette année est aussi parrainée par la Mairie de Toulouse qui la subventionne à hauteur de 72 000 €. [1]

Le site web d'informations The Electronic Intifada nous révèle que Shufersal est une société israélienne qui possède plusieurs magasins dans les colonies israéliennes, illégales



au regard du droit international, en Cisjordanie et dans le Golan syrien occupés. [2]

La campagne BDS France dénonce et condamne l'implication du gouvernement français et de la mairie de Toulouse dans l'organisation de cet événement, partenaires d'une entreprise qui se rend complice et tire profit des violations par Israël des droits du peuple palestinien.

Le Ministère des Affaires Etrangères, et donc le gouvernement, se rend ainsi lui-même complice des politiques israéliennes d'occupation et de colonisation condamnées par les multiples résolutions auxquelles la France a souscrit, et en totale contradiction avec sa ligne officielle et sa mise en garde initiée en 2014 adressée aux ressortissants et aux entreprises tentées d'investir dans les colonies israéliennes :

*« Les transactions financières, les investissements, les achats, les approvisionnements ainsi que d'autres activités économiques dans les colonies ou bénéficiant aux colonies, entraînent des risques juridiques et économiques liés au fait que les colonies israéliennes, selon le droit international, sont construites sur des terres occupées et ne sont pas reconnues comme faisant partie du territoire d'Israël. Ceci est susceptible d'entraîner des litiges liés à la terre, à l'eau, aux ressources minérales et autres ressources naturelles, qui pourraient faire l'objet d'un achat ou d'investissement, comme des risques réputationnels. » [3]*

En totale opposition aussi avec le récent rapport de Human Rights Watch qui *« recommande aux Etats de s'assurer du respect de la quatrième convention de Genève et qu'ils revoient leurs échanges commerciaux avec les colonies »*, entre autres. [4]

Par ailleurs, douze anciens ambassadeurs viennent de prendre position pour la suspension de l'accord d'association UE-Israël et la « mise en veilleuse » de la coopération

économique et scientifique. [5]

Le gouvernement français et la Mairie de Toulouse prouvent une nouvelle fois leur soutien aveugle à l'apartheid israélien et son régime d'oppression, à l'image de Manuel Valls préférant criminaliser les militants de la campagne BDS France et de Jean Luc Moudenc défenseur de la liberté d'expression sauf quand il s'agit de la Palestine. [6]

Nous appelons les Chefs et maîtres-artisans français qui ont été invités, à reconnaître qu'ils ont été manipulés pour servir une initiative de normalisation d'une politique contraire aux droits humains, et que leur déontologie professionnelle ne devrait pas promouvoir la gastronomie française à n'importe quelle sauce.

A l'heure où le mouvement BDS enregistre de nombreuses victoires depuis le début de l'année 2016, cette complicité démontre la nécessité absolue de poursuivre et d'intensifier davantage cette campagne citoyenne, en France et partout dans le monde, pour soutenir la lutte du peuple palestinien pour sa liberté, la justice et l'égalité.

La campagne BDS France

---

[1] So French So Food 2016  
<http://institutfrançais-israel.com/blog/so-french-so-food-2016/>

Jumelage Toulouse-Tel Aviv : 1ere participation de Toulouse à So French So Food, la 4<sup>e</sup> semaine gastronomique de Tel Aviv  
[http://deliberations.toulouse.fr/data/archive/20151217\\_DELIBERATION\\_15-818.pdf](http://deliberations.toulouse.fr/data/archive/20151217_DELIBERATION_15-818.pdf)]

[2] French government partners with Israeli settlement profiteer, Ali Abunimah, 4 february 2016  
<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/french-gover>

nment-partners-israeli-settlement-profiteer

Traduction : Le Gouvernement français partenaire d'un profiteur des colonies israéliennes  
<http://www.bdsfrance.org/le-gouvernement-francais-partenaire-d-un-profiteur-des-colonies-israeliennes/>

[3] Infos utiles Israël/Territoires palestiniens  
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/israel-territoires-palestiniens/article/complements-25006>

[4] Occupation, Inc. How Settlement Businesses Contribute to Israel's Violations of Palestinian Rights, Human Rights Watch, 19 January 2016  
<https://www.hrw.org/report/2016/01/19/occupation-inc/how-settlement-businesses-contribute-israels-violations-palestinian>

[5] Paris et Bruxelles doivent agir pour sauver l'Etat palestinien  
[http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/02/03/paris-et-bruxelles-doivent-agir-pour-sauver-l-etat-palestinien\\_4858462\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/02/03/paris-et-bruxelles-doivent-agir-pour-sauver-l-etat-palestinien_4858462_3232.html)

[6] Valls envisage des mesures contre les manifestations pro-boycott de produits israéliens, Le Monde, 19 janvier 2016  
[http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/01/19/valls-envisage-des-mesures-contre-les-manifestations-pro-boycott-de-produits-israeliens\\_4849405\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/01/19/valls-envisage-des-mesures-contre-les-manifestations-pro-boycott-de-produits-israeliens_4849405_3224.html)

Communiqué BDS France du 1<sup>er</sup> avril 2015 : le maire de Toulouse a osé <http://www.bdsfrance.org/le-maire-de-toulouse-a-ose-8/>

---

# **Le drone Watchkeeper d'Elbit System est écarté par l'armée française**

## **Communiqué de la Campagne BDS France**

La Campagne BDS-France a lancé en 2015 une campagne contre le choix du drone « Watchkeeper » basé sur la technologie de l'entreprise israélienne Elbit Systems, qui devait être réalisé par le groupe Thales. Une pétition, lancée en septembre 2015, a recueilli plus de 8 000 signatures.

Récemment des milliers de cartes postales ont été adressées au Président de la République et ont contribué à sensibiliser l'opinion publique.

En effet, Elbit Systems, qui se sert de la population palestinienne comme cobaye pour tester ses armes, en violation de la 4ème Convention de Genève produit également du phosphore blanc, arme chimique redoutable utilisée contre la population civile à Gaza, et participe directement à la construction du mur illégal en Cisjordanie, ainsi qu'aux infrastructures des colonies.

**La campagne BDS France prend acte du choix de l'armée française, qui n'a pas choisi le Watchkeeper et qui, après un appel d'offre a finalement confié à Sagem (groupe Safran) la fabrication de drones Patroller.**

Si le choix de Sagem ne vaut pas une totale indépendance vis à vis d'Israël, l'abandon du drone Thales-Elbit est une réussite de la campagne BDS.

Pour autant, on ne peut se réjouir du choix de telles armes qui pourrait ouvrir la voie aux drones armés dans l'armée française et alors que ceux-ci contribuent à tuer ou faire

tuer des populations civiles, comme le fit l'armée israélienne à Gaza.

En développant cette campagne, BDS France s'est engagé dans l'action pour l'embargo militaire vis à vis d'Israël, et a participé à isoler « Elbit System ».

La Campagne BDS France continuera de se mobiliser activement dans les prochains mois dans ce cadre.

EMBARGO MILITAIRE CONTRE ISRAËL !

Campagne BDS France

[campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

Réf:

<http://www.obsarm.org/spip.php?article263>

<http://rpdefense.over-blog.com/2016/01/comment-sagem-safran-a-battu-thales-dans-la-guerre-des-drones.html>

---

# **Les élus antiracistes ne peuvent que s'opposer à la condamnation de la campagne BDS**

Le CRIF (Conseil soi-disant Représentatif des Institutions Juives de France) et le gouvernement français cherchent désespérément à protéger le régime raciste, colonial, et

d'apartheid israélien et à détourner l'attention de l'opinion publique du sort tragique du peuple palestinien.

Déjà le CRIF avait écrit aux maires des grandes villes pour les inviter à condamner la Campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël jusqu'à ce que cet Etat se conforme au droit international)

La Campagne BDS France avait réagi en diffusant cette lettre : <http://www.bdsfrance.org/lettre-aux-maires-des-grandes-villes/>

Depuis lors Manuel Valls n'a cessé de diffamer la Campagne BDS en faisant croire qu'elle est antisémite, alors qu'il s'agit d'un mouvement citoyen antiraciste et non violent pour le respect des droits d'un peuple que l'Etat d'Israël veut rayer de la carte, humilie, réprime, persécute et dépossède impunément. Ainsi que nous l'avons souligné dans divers communiqués, notre gouvernement par sa politique de soutien à l'Etat d'Israël, par son amalgame entre le mouvement BDS, l'antisémitisme et le terrorisme, par l'assimilation de l'ensemble des Juifs à la politique israélienne, porte comme le gouvernement israélien une lourde responsabilité dans le développement de l'antisémitisme.

Divers partis politiques veulent à présent interdire BDS sur le territoire de leur commune, dont le Parti Républicain et ses alliés à Paris.

Alors que l'exécutif du Conseil de Paris a refusé ce souhait, ils reviennent à la charge dans les arrondissements. Dans certains ils sont majoritaires et dans d'autres ils espèrent (non sans raison) l'appui d'élus de gauche.

C'est ainsi qu'ils ont déposé des vœux dans ce sens dans les conseils d'arrondissement des 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements.

La Campagne BDS, scandalisée par ce comportement de nombreux élus, qui prétendent être attachés aux droits humains, propose

aux élus soucieux du respect des droits de l'Homme et du droit international de présenter les vœux suivants :

## **LES CONSEILS MUNICIPAUX SOLIDAIRES DES DROITS DES PEUPLES ET DES DROITS HUMAINS**

*Vu les nombreuses résolutions de l'ONU condamnant la colonisation des territoires palestiniens,*

*Vu la résolution 194 pour le droit au retour des réfugiés palestiniens,*

*Vu les résolutions condamnant le blocus de Gaza,*

*Considérant que le gouvernement français soutient la politique raciste et coloniale israélienne,*

*Considérant que son premier ministre pratique délibérément l'amalgame entre le mouvement BDS, l'antisémitisme et le terrorisme,*

*Considérant que ledit premier ministre prend la responsabilité d'assimiler l'ensemble des Juifs à des supporters d'un régime colonial et d'apartheid,*

*Considérant que par ce comportement il participe ouvertement à un accroissement de l'antisémitisme,*

*Considérant que par les mesures consécutives à l'état d'urgence il créé un climat nauséabond,*

*Considérant que par sa politique du « 2 poids 2 mesures » il génère un climat d'insécurité,*

**LES CONSEILS MUNICIPAUX SOLIDAIRES DES DROITS DES PEUPLES ET DES DROITS HUMAINS déclarent :**

*Le mouvement BDS est la condamnation légitime d'un Etat colonial qui bénéficie depuis trop longtemps d'une large impunité,*

*Il affirme clairement son identité citoyenne antiraciste et non violente,*

*Il relève de la liberté d'expression,  
Il pourra donc librement se poursuivre sur le territoire  
relevant de notre autorité*

Le 1<sup>er</sup> février 2016, la Campagne BDS France

---

# **Près de 150 militants BDS France actent à Marseille les victoires de la Campagne**

Communiqué de BDS France

Marseille, le 17 janvier 2016

Le week-end annuel de la campagne BDS France s'est tenu les 16 et 17 janvier à Marseille. Près de 150 personnes de 40 villes différentes, de toutes générations et origines ont participé au succès du rassemblement. Les interventions de juristes, de représentants palestiniens du BNC, d'un militant d'un camp de réfugiés et de BDS Maroc, par exemple, et la lecture d'une lettre d'un syndicaliste du PNFTU ont ajouté une dimension internationale aux échanges.

En 2015 la campagne BDS a connu des succès importants tant sur les plans culturel, universitaire qu'économique. Les victoires contre Orange qui a annoncé la rupture du contrat qui la liait à la société de téléphonie israélienne Partner Communications, contre Sodastream qui a vu son partenariat avec le festival de BD d'Angoulême annulé, ou encore contre Véolia qui a retiré ses derniers investissements d'Israël en 2015, marquent un tournant dans la campagne : désormais les investisseurs qui voudraient profiter de l'apartheid israélien et de la



colonisation de la Palestine savent qu'ils s'exposent à des campagnes longues et acharnées jusqu'à la victoire.

La campagne BDS se poursuit et s'est développée en France malgré la condamnation scandaleuse de militants BDS par la cour de cassation qui a confirmé le jugement de Colmar. Cette décision ne remettra pas en cause nos activités. Alarmés par les restrictions apportées à la liberté d'expression et de manifestation par l'état d'urgence, les participants de la campagne BDS décident de rejoindre les collectifs qui se créent un peu partout pour s'y opposer.

BDS France décide de participer activement à la campagne d'embargo international contre l'industrie d'armement et de sécurité israélienne. Une nouvelle campagne sera lancée en 2016 contre la société d'assurance et de banque AXA dont une filiale financière participe au capital d'Elbit Systems.

Plus que jamais, nous sommes déterminés à intensifier la Campagne BDS pour contribuer à mettre fin à l'apartheid israélien et pour la libération du peuple palestinien.

La Campagne BDS France, qui lance en outre son nouveau site internet : [www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org) !

---

## **Victoire ! Le Festival de BD d'Angoulême abandonne Sodastream**

Après une victoire contre l'entreprise française Orange, dans le domaine du Désinvestissement, voici maintenant une victoire

**contre l'entreprise israélienne Sodastream, dans le domaine du Boycott...Encore une victoire pour la Campagne BDS en France... l'année 2016 commence bien...**

La Campagne BDS France, Communiqué de presse, le 13 janvier 2016

Les organisateurs de la campagne pour que le Festival international de la bande dessinée d'Angoulême (FIBD) abandonne son partenariat avec la société israélienne Sodastream ont annoncé aujourd'hui leur victoire dans un courriel adressé aux signataires des deux lettres ouvertes qui avaient circulé en 2014 et 2015. En effet, la documentation publique de l'édition 2016 du festival, qui ouvre ses portes le 28 Janvier 2016, ne contient pas de mention de Sodastream, ni dans la liste des partenaires privés, ni dans celle des pavillons sponsorisés au sein du festival qui est considéré comme la plus prestigieuse célébration de la bande dessinée dans le monde.

Deux lettres ouvertes, signées par plus de 150 dessinateurs et autres travailleurs dans le domaine de la bande dessinée, avaient été distribuées en 2014 et 2015, adressées à Franck Bondoux, le directeur du festival, exigeant que le partenariat avec Sodastream, annoncé en 2014, soit abandonné.

Ces lettres mentionnaient la complicité de Sodastream dans les violations israéliennes des droits de l'homme, en particulier dans son usine située dans la colonie de Mishor Adumim dans les territoires palestiniens occupés, que Sodastream avait fermé sous pression internationale en 2015, ainsi que dans sa participation aux politiques israéliennes de discrimination et d'apartheid contre les Palestiniens, y compris le déplacement de Bédouins citoyens d'Israël, dans le cadre du Plan Praver mis en place par le gouvernement israélien.

Parmi les éminents signataires, on trouvait Tardi (5 Prix à Angoulême et Grand Prix en 1985), Lewis Trondheim (2 Prix à Angoulême, Grand Prix en 2006, et créateur de la mascotte du FIBD), Joe Sacco (Prix à Angoulême en 2011), Guy Delisle (Prix

à Angoulême en 2012), Willem (Grand Prix d'Angoulême en 2013), Peter Blegvad (Prix à Angoulême en 2014), Jaime Hernandez (Prix Eisner en 2014 et Prix du Los Angeles Times en 2014), Alison Bechdel (Prix MacArthur 2014), Ben Katchor, Kate Beaton, Ernest Pignon-Ernest, Siné, Wozniak et beaucoup d'autres à travers le monde, dont de nombreux anciens vainqueurs de Grand Prix du FIBD d'Angoulême, ainsi que des caricaturistes palestiniens et israéliens. Ces lettres ouvertes ont reçu une couverture médiatique importante en français (Le Monde; L'Obs) et en anglais (Hyperallergic; Getty Images; Comic Book Resources).

Une liste complète des signataires, et le texte des deux lettres ouvertes peuvent être consultés ici:

<http://lettertoangouleme.tumblr.com/>

Un échantillon de la couverture médiatique peut être consulté ici:

<http://lettertoangouleme.tumblr.com/coverage>

Cet effort témoigne d'une victoire pour la campagne palestinienne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre l'Etat israélien, après une autre victoire importante en France sur l'opérateur de télécommunications français Orange, qui a annoncé avoir abandonné son partenariat avec une entreprise israélienne, alors même que la Campagne BDS en France subit un harcèlement juridique par l'Etat français.

Cette annonce intervient aussi alors que le FIBD d'Angoulême est en proie à une importante controverse entourant sa sélection d'une liste de 30 caricaturistes – tous des hommes – comme candidats pour le Grand Prix 2016, dont 12 ont décidé de se retirer en signe de protestation. Les organisateurs de la campagne contre Sodastream ont exprimé leur solidarité aux organisateurs de cette campagne de boycott de 2016.

Le texte intégral de leur annonce et déclaration se trouve ci-dessous:

---

*Cher.e.s ami.e.s,*

*Alors que la colère gronde autour de la sélection par le FIBD d'Angoulême d'une liste entièrement masculine de nominés pour son Grand Prix 2016, nous sommes heureux de vous signaler une victoire importante dont nous pouvons tous revendiquer la responsabilité: après deux campagnes intenses, le FIBD a abandonné Sodastream comme partenaire pour l'édition de 2016.*

*Votre soutien et vos voix ont permis d'obtenir une petite mais tangible victoire, un petit mais tangible signal à l'aube de la nouvelle année, pour réchauffer le cœur des gens dans l'hiver de Gaza, où le système de chauffage n'a pas été réparé depuis la dernière attaque meurtrière commise par l'armée israélienne. La campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions nous donne de l'espoir.*

*Nous sommes très reconnaissants de vos efforts et de votre volonté de défendre les droits des Palestiniens, et nous exprimons notre soutien, notre solidarité, ainsi que des souhaits de victoire semblable à BD égalité, les organisatrices de la campagne actuelle de boycott qui entoure le Festival d'Angoulême.*

*Nous nous adressons maintenant au reste de l'industrie de la bande dessinée, partout dans le monde, pour qu'elle prenne note de ces efforts et de leurs résultats: ensemble, nous pouvons changer les choses.*

---

Le communiqué de presse en français et en anglais est disponible ici:

<http://lettertoangouleme.tumblr.com/release>

La liste des 161 signataires des deux lettres réunies:

001) Palestine Comics Festival (Palestine)

- 002) Leila Abdul Razzaq (USA)
- 003) Zainab Akhtar (UK)
- 004) Khalid Albaih (Sudan)
- 005) Albertine (Switzerland)
- 006) Derrouazin Alla Eddine
- 007) Hilary Allison (USA)
- 008) Rosalba Ambrico (Italy)
- 009) Anarkikka (Italy)
- 010) Enzo Apicella (UK/Italia)
- 011) Dan Archer (USA)
- 012) Redouane Assari (Algérie)
- 013) Avoine (France)
- 014) Serge Baeken (Belgium)
- 015) Alex Baladi (Switzerland)
- 016) Edd Baldry (UK/France)
- 017) Allan Barte (France)
- 018) Baru (France, 4 Angoulême prizes and Grand Prix in 2010)
- 019) Edmond Baudoin (France, 3 Angoulême prizes)
- 020) Kate Beaton (Canada)
- 021) Alison Bechdel (USA)
- 022) Sofiane Belaskri (Algérie)
- 023) Mohammed El Amine Benali (Algérie)
- 024) Faiza Benaouda, Carlo Benini (Italy)
- 025) Khalil Bendib (Algeria/USA)
- 026) Berth (France)
- 027) Peter Blegvad (USA/UK, Angoulême prize in 2014)
- 028) Philippe Bonifay (France)
- 029) Naïm Boukir (Algérie)
- 030) Shane Patrick Boyle (USA)
- 031) Sam Bradd (Canada)
- 032) Briac (France)
- 033) Steve Brodner (USA)
- 034) David Brothers (USA)
- 035) Paul Buhle (USA)
- 036) Nicole Burton (Canada)
- 037) Susie Cagle (USA)
- 038) Jennifer Camper (USA)

- 039) Lorena Canottiere (Italy)
- 040) Carali (France)
- 041) Dan Carino (USA)
- 042) Sean Carleton (Canada)
- 043) Rémy Cattelain (France)
- 044) Chandre (France)
- 045) Chimulus (France)
- 046) Gilles Ciment (France, former director of the Cité internationale de la bande dessinée in Angoulême from 2007 to 2014)
- 047) Rob Clough (USA)
- 048) Sue Coe (USA)
- 049) Sean T. Collins (USA)
- 050) Gianluca Costantini (Italy)
- 051) Jean-Luc Coudray (France, Angoulême prize in 1990)
- 052) Philippe Coudray (France, Angoulême prize in 2011)
- 053) Molly Crabapple (USA)
- 054) Pino Creanza (Italy)
- 055) Marguerite Dabaie (USA)
- 056) Adjim Dannger (Chad)
- 057) Bira Dantas (Brazil)
- 058) Eleanor Davis (USA)
- 059) Marcel de la Gare (France)
- 060) Guy Delisle (Canada, Angoulême Prize in 2012)
- 061) Les Dessin'acteurs (France)
- 062) Eric Drooker (USA)
- 063) Dror (France)
- 064) Magdy El Shafee (Egypt)
- 065) Elchicotriste (Spain)
- 066) Warren Ellis (UK)
- 067) Faujour (France)
- 068) The FDZ (Lebanon)
- 069) Olivier Ferra (France)
- 070) Luigi Filippelli (Italy)
- 071) Brigitte Findakly (France)
- 072) Robin Folvik (Canada)
- 073) Sean Ford (USA)

- 074) Ganzeer (Egypt/USA)
- 075) Sarah Glidden (USA)
- 076) Lucile Gomez (France)
- 077) Jenny Gonzalez-Blitz (USA)
- 078) Michel Granger (France)
- 079) Dominique Grange (France)
- 080) Thierry Groensteen (France, former director of the Cité internationale de la bande dessinée in Angoulême from 1993 to 2001)
- 081) Jeet Heer (Canada)
- 082) Ethan Heitner (USA)
- 083) Delphine Hermans (Belgium)
- 084) Anaële Hermans (Belgium)
- 085) Jaime Hernandez (USA)
- 086) Paula Hewitt Amram (USA)
- 087) Alex Hoffman (USA)
- 088) Dylan Horrocks (New Zealand, nominated in Angoulême in 2002)
- 089) Igort (Italy, nominated in Angoulême in 2003)
- 090) Hatem Imam (Lebanon)
- 091) Jeroen Janssen (Belgium)
- 092) Jiho (France)
- 093) Monica Johnson (USA)
- 094) Ben Katchor (USA)
- 095) Mazen Kerbaj (Lebanon)
- 096) Sarah Khoury (Italy)
- 097) Kris (France)
- 098) Lolo Krokaga (France)
- 099) Nat Krokaga (France)
- 100) Peter Kuper (USA)
- 101) Patrick Lacan (France)
- 102) Carlos Latuff (Brazil)
- 103) Lasserpe (France)
- 104) Maximilien Le Roy (France)
- 105) Mark Leier (Canada)
- 106) Lerouge (France)
- 107) Wilfrid Lupano (France)

- 108) Rodolphe « Ohazar » Lupano (France)
- 109) Matt Madden (USA/France)
- 110) Benameur Mahmoud (Algérie)
- 111) Eric Maltaite (Belgium)
- 112) Trevor McKilligan (Canada)
- 113) Lena Merhej (Lebanon)
- 114) Seoud Messadi
- 115) Jean-Claude Mézières (France, 2 Angoulême prizes and Grand Prix in 1984)
- 116) Matt Miner (USA)
- 117) Katie Miranda (USA)
- 118) Rym Mokhtari (Algérie)
- 119) Anne Elizabeth Moore (USA)
- 120) Mric (France)
- 121) José Muñoz (Argentina, 3 Angoulême prizes and Grand Prix in 2007)
- 122) Ohazar (France)
- 123) Pépito (France)
- 124) Ernest Pignon-Ernest (France)
- 125) Jeanne Puchol (France)
- 126) Marty Qatani (USA)
- 127) Maël Rannou (France)
- 128) Patricia Réaud (France)
- 129) Helge Reumann (Switzerland)
- 130) Barrack Rima (Lebanon/Belgium)
- 131) James Romberger (USA)
- 132) Puig Rosado (France)
- 133) Mohammad Sabaaneh (Palestine)
- 134) Joe Sacco (USA, Angoulême prize in 2011)
- 135) Malik Sajad (Kashmir)
- 136) Salgood Sam (Canada)
- 137) Amitai Sandy (Israel)
- 138) François Schuiten (Belgium, Angoulême Grand Prix in 2002)
- 139) Gabby Schulz (USA)
- 140) Siné (France)
- 141) Jean Solé (France)
- 142) Philippe Squarzoni (France, nominated in Angoulême in



2003)

143) Julia Smith (Canada)

144) Sylvain-Moizie (France, Angoulême prize in 2000 and in residence at the Cité internationale de la bande dessinée in Angoulême in 2014-2015)

145) Tardi (France, 5 Angoulême prizes and Grand Prix in 1985)

146) Tom Tirabosco (Switzerland, Angoulême prize in 2009)

147) Seth Tobocman (USA)

148) Pasquale Squaz Todisco (Italia)

149) Jean-Louis Tripp (Canada)

150) Lewis Trondheim (France, 2 Angoulême prizes and Grand Prix in 2006, creator of the Angoulême mascot)

151) Guillaume Trouillard (France)

152) Eli Valley (USA)

153) David Diavù Vecchiato (Italia)

154) Daniel Wernëck (Brasil)

155) Willem (France/Nederland, Angoulême Grand Prix in 2013)

156) Willis From Tunis (Tunisie/France)

157) Jordan Worley (USA)

158) Wozniak (France/Poland)

159) yAce (France)

160) Zerocalcare (Italia)

161) Germano Zullo (Switzerland)

---

## Revue de presse

Victoire pour BDS : le Festival de BD d'Angoulême abandonne son partenariat avec Sodastream

Nadir Dendoune, Le Courrier de l'Atlas, le 13 janvier 2016

<http://www.lecourrierdelatlas.com/1072413012016Victoire-pour-BDS-le-Festival-de-BD-d-Angouleme-abandonne-son-partenariat-avec-Sodastream.html>

BD à Angoulême : Sodastream s'en va, les associations satisfaites

Sud Ouest, le 13 janvier 2016

<http://www.sudouest.fr/2016/01/13/bd-a-angouleme--sodastream-s-en-va-les-associations-satisfaites--2242024-813.php>

Festival d'Angoulême 2016 : Sodastream renonce

Tout en BD, le 13 janvier 2016

<http://www.toutenbd.com/actualites/article/festival-d--angouleme-2016-6130>

World's Biggest Cartooning Festival Drops SodaStream as Sponsor

Lior Zaltzman, Forward, 13 janvier 2016

<http://forward.com/news/breaking-news/329909/worlds--biggest-cartooning-festival-drops-sodastream-as-sponsor/#ixzz3xLP0N9YR>

Useless to a Reader

Tim Hodler, The Comics Journal, 14 janvier 2016

<http://www.tcj.com/useless-to-a-reader/>

---

# **Lettre de BDS France à Manuel Valls**

Paris, le 12 janvier 2016

Monsieur le Premier Ministre,

Lors de votre discours du samedi 9 janvier commémorant la tuerie antisémite il y a un an dans le supermarché casher de la Porte de Vincennes à Paris, vous avez manifesté une nouvelle fois votre soutien à un régime colonial et d'apartheid, et votre profond mépris pour le sort du peuple

palestinien.

Cette tuerie était un acte odieux, qu'aucun argument ne peut excuser.

Mais profiter de cette commémoration pour déverser à nouveau l'amalgame entre antisémitisme, terrorisme et la campagne citoyenne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre l'Etat d'Israël (BDS) est inadmissible, et indigne d'un chef de gouvernement.

L'Etat d'Israël, vous le savez, cherche à mettre fin à l'existence de la Palestine en développant toujours plus sa politique de colonisation et d'apartheid. Il humilie, spolie, provoque, emprisonne, opprime constamment le peuple palestinien, pousse sa jeunesse au désespoir, poursuit une politique largement condamnée par de nombreuses résolutions internationales.

Le peuple palestinien est quant à lui engagé dans une résistance populaire quotidienne et persévérante pour manifester son droit à la liberté, à la justice et à l'autodétermination.

Dans votre discours, vous assimilez l'ensemble des Juifs de France à des supporters d'un Etat voyou qui dépossède et persécute un peuple. Vous contribuez ainsi à l'antisémitisme alors que vous prétendez le dénoncer.

Votre amour sans bornes pour Israël est en même temps l'expression d'une absence totale d'empathie pour le peuple palestinien. Soutenir les droits légitimes du peuple palestinien nécessite de mettre fin à l'impunité d'Israël et de sanctionner cet Etat jusqu'à ce qu'il cesse de violer constamment le droit international.

Tant que la France ne s'engagera pas ouvertement dans cette voie, elle ne respectera pas ses obligations internationales et sera complice des exactions coloniales et de l'apartheid en

Israël-Palestine, injustices qui contribuent largement aux tragédies au Moyen-Orient et font obstacle à la paix dans le monde.

Vos propos sont une incitation aux racismes : racismes anti-arabe et anti-musulmans que propage Israël, politique raciste à l'encontre de nombreux jeunes issus de l'immigration, antisémitisme, dont la politique d'Israël porte une large responsabilité.

La campagne BDS a été initiée par 170 organisations de la société civile palestinienne pour mettre fin à l'impunité d'Israël. Elle est un mouvement international, citoyen, non violent, antiraciste. Un nombre important de Juifs du monde entier y participent.

Elle remporte de nombreuses victoires, dont notamment la société Véolia qui s'est retirée totalement d'Israël, le géant irlandais du béton CRH qui se désinvestit du seul producteur de ciment israélien (Mashav), l'accord entre Orange et la société israélienne Partner Communications prendra fin dès le mois prochain.

Par ailleurs, de nombreux artistes et autres personnalités à travers le monde refusent les invitations de l'Etat ou des institutions israéliens.

La campagne BDS continuera à se développer en France et partout dans le monde, malgré les misérables discours et amalgames dangereux comme les vôtres, jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international.

La Campagne BDS France – [www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

---

# Grande victoire ! Fin de l'accord Orange/Partner Communications

**Orange : l'année 2016 commence bien pour la campagne BDS en France**

{english below}

La Campagne BDS France, le 6 janvier 2016

Un article du journal israélien Haaretz publié le 3 janvier révèle que le groupe Orange va mettre fin à son accord avec la société israélienne Partner Communications dès le mois prochain. Ainsi il aura fallu six ans à la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour faire plier Orange et convaincre sa direction de couper les liens avec une entreprise complice de la colonisation brutale et des crimes de l'Etat israélien.

En effet, c'est en 2010 qu'une organisation israélo-palestinienne, Who Profits, signale la présence d'Orange dans les colonies israéliennes et la fourniture de services réservés exclusivement aux colons et aux soldats israéliens d'occupation. La Campagne BDS France est alors alertée, et elle interpelle les syndicats de France Télécoms, leur demandant de prendre position contre cette présence en parfaite contradiction avec la charte éthique de l'entreprise. En 2011, c'est donc SUD PTT qui porte d'abord la contestation au sein de l'entreprise, très vite rejointe par la CGT. Malgré cela, Orange renouvelle son contrat avec l'entreprise israélienne Partner Communications en mai 2011.

En 2012, l'AFPS, Association France Palestine Solidarité, lance une grande pétition citoyenne pour faire pression sur

Orange, et une action commune est organisée entre la Campagne BDS France, l'AFPS, SUD PTT et la CGT lors de l'Assemblée Générale du groupe en juin 2012. La campagne, avec la participation du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI), prend alors deux formes : d'une part, des actions citoyennes devant les agences Orange dans toute la France, actions d'information et de collectes de signatures via une pétition par cartes postales adressées à la direction d'Orange; d'autre part, des initiatives directement auprès de la direction d'Orange, du gouvernement français et du ministère palestinien des télécommunications. A l'occasion du Forum Social Mondial de Tunis en 2013, les cartes postales sont traduites en arabe et la campagne est étendue à la Tunisie, mais aussi à l'Espagne, grâce à la coordination de la campagne BDS en Palestine. La campagne se diffuse sur Facebook et Twitter, mais aussi dans la presse généraliste.

En 2015, le site d'information Electronic Intifada révèle que, lors de l'attaque israélienne meurtrière sur Gaza de l'été 2014, Partner Orange a sponsorisé deux unités de combat et fournit des services gratuits, des générateurs, des chargeurs et des tablettes aux soldats, ternissant encore un peu plus l'image de l'entreprise. La stupeur est de rigueur, et se renforce avec la publication du rapport « Les liaisons dangereuses d'Orange », un réquisitoire rédigé par les associations françaises de protection des droits humains dans le monde dont le CCFD, la FIDH, la LDH, et l'association palestinienne Al-Haq.

La campagne est alors étendue au Maroc, mais surtout à l'Egypte, un pays clé dans la stratégie d'Orange qui souhaite y renommer sa filiale Mobinil (30 millions d'abonnés) en « Orange Egypte ». Un communiqué commun est publié entre BDS France et BDS Egypte: c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Stéphane Richard, le président d'Orange, annonce alors son intention de retirer sa marque du marché israélien

de téléphonie mobile. La machine est lancée et ses dénégations n'y feront rien: huit mois plus tard, plus aucun téléphone portable en Israël ne mentionnera la marque Orange. Cette défaite est particulièrement cuisante pour Haim Saban, principal investisseur de Partner Communications, qui avait déclaré la guerre à la campagne BDS.

Bien-sûr nous resterons vigilants jusqu'à la rupture définitive de l'accord d'Orange avec Partner Communications, et nous continuerons inlassablement de dénoncer les investissements, même réduits, qu'Orange maintient en Israël. Bien sûr, pour les Palestiniens, la colonisation continue et Partner Communications maintient ses 200 antennes relais et installations téléphoniques illégales, l'occupation israélienne continue à tuer plus d'un Palestinien par jour en moyenne, Gaza vit toujours sous un blocus insupportable et la moitié des Palestiniens du monde sont toujours empêchés de rentrer chez eux. Mais aujourd'hui, il y a deux raisons de se féliciter. D'une part, grâce aux pressions coordonnées de la campagne BDS dans le monde entier, l'entreprise française Orange ne participera plus aux exactions de Partner Communications dans les colonies israéliennes. Et d'autre part, il s'agit d'une nouvelle leçon pour les investisseurs étrangers qui doivent comprendre qu'ils ne peuvent désormais plus impunément tirer profit d'une des dernières situations coloniales dans le monde.

A l'aube d'une nouvelle année, ce retrait d'Orange des colonies ne fait que s'ajouter à une longue série de victoires (Veolia, G4S, mais aussi sur le terrain du boycott culturel et universitaire) qui augurent du succès d'une campagne qui contribuera inévitablement, tôt ou tard, à libérer les Palestiniens de leur condition de servitude sur leur propre terre.

---

## Revue de presse :

Article dans Haaretz:

<http://www.haaretz.com/israel-news/business/.premium-1.695206>

Traduction ici:

<http://collectif69palestine.free.fr/spip.php?article958>

Résumé ici:

<http://www.pourlapalestine.be/les-liens-entre-orange-et-son-partenaire-israelien-rompus-en-fevrier/>

Article dans Electronic Intifada:

<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/frances-orange-dumps-israeli-affiliate-backed-gaza-war>

Traduction ici:

<http://www.info-palestine.net/spip.php?article15829>

Réaction du BNC palestinien:

[https://www.facebook.com/permalink.php?story\\_fbid=1103391729705686&id=115083011869901](https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=1103391729705686&id=115083011869901)

Réaction de SUD PTT:

<http://www.solidaires.org/Orange-sans-Partner-Enfin>

Déclaration officielle d'Orange:

<http://www.orange.com/fr/Presse-et-medias/communiqués-2016/Orange-prend-acte-du-rebranding-de-Partner>

Réaction de l'AFPS:

<http://www.france-palestine.org/L-entreprise-israelienne-Partner-confirme-la-resiliation-de-son-contrat-avec>

Déclaration du BNC:

<http://bdsmovement.net/2016/orange-drops-israel-affiliate-following-bds-pressure-13648>

Article dans le Figaro:

<http://bourse.lefigaro.fr/indices-actions/actu-conseils/orange>



## **Orange: 2016 gets off to a good start for the BDS France Campaign**

BDS France Campaign, 6 January 2016

An article published on 3 January in the Israeli newspaper Haaretz revealed the news that the French telecom group Orange will next month put an end to its agreement with the Israeli company Partner Communications. Six years of campaigning by the Boycott-Divestment-Sanctions movement have made Orange yield and convinced its leadership to break the links with a company complicit in the brutal colonisation and crimes of the Israeli State.

It was in 2010 that an Israeli-Palestinian organisation, Who Profits, reported that Orange was present in the Israeli colonies and was providing services exclusively to the settlers and occupation soldiers. The BDS France Campaign responded to this alert by contacting the France Telecom unions, asking them to take a stand against such a presence which flew in the face of the company's charter of ethics. In 2011 SUD PTT was the first union to express its opposition within the company and was rapidly joined by the CGT, a major confederation of French trade unions. Nevertheless, in May 2011 Orange renewed its contract with Partner Communications.

In 2012, the France-Palestine Solidarity Association (AFPS) launched a wide petition to put pressure on Orange, and a joint action was organised by the BDS France Campaign, AFPS, SUD PTT and the CGT during the annual meeting of the Orange group in June 2012. The campaigning, with the participation of the National Collective for a Just and Lasting Peace between Palestinians and Israelis (CNPJDPI), was subsequently carried

out in two ways: on the one hand, with citizen protests in front of Orange branches all over France, and actions to inform the public and collect signatures via a petition in the form of postcards addressed to the Orange management; on the other hand, direct approaches were made to the Orange management, the French government and the Palestinian minister for telecommunications. The postcards were translated into Arabic during the World Social Forum in Tunis in 2013 and the campaign spread to Tunisia and also to Spain, thanks to the BDS campaign coordination in Palestine. The campaign was publicised on Facebook and Twitter and also in the mainstream press.

In 2015, an exposé by the Electronic Intifada information website tarnished the company's image even further: during the murderous Israeli attack on Gaza in the summer of 2014, Partner Orange had sponsored two combat units and provided free services to the military in the form of generators, chargers and iPads. The astonishment at that news was further reinforced by the publication of the report "Orange's dangerous liaisons", a charge-sheet drawn up by associations for the protection of human rights, including the International Federation for Human Rights, the French League of Human Rights and the Catholic Committee Against Hunger and for Development, together with the Palestinian association Al-Haq.

The campaign then spread to Morocco and above all to Egypt, a key country in Orange's strategic plan, which aimed to rename its subsidiary Mobinil, with its 30 million subscribers, as "Orange Egypt". A joint press release was issued by BDS France and BDS Egypt, and that was the final straw. Stéphane Richard, president of Orange, subsequently announced his intention to withdraw the brand from the Israeli mobile-telephone market. The ball was rolling and his denials changed nothing: now eight months later, no portable telephone in Israel will have any mention of the Orange brand. This is a particularly

crushing defeat for Haim Saban, a major investor in Partner Communications, who had declared war on the BDS campaign.

Of course, we will remain vigilant until the Orange-Partner Communications agreement has been definitively broken, and we will go on tirelessly denouncing the investments, even though reduced, that Orange still maintains in Israel. And of course, for the Palestinians the colonisation goes on apace and Partner Communications still has its 200 cell towers and telephone installations, all of them illegal, the Israeli occupation continues to kill at least one Palestinian per day, Gaza is still living under an unbearable blockade, and half of the world's Palestinians are still being prevented from returning home. But today there are two reasons for celebration: firstly because, thanks to the coordinated pressure from the BDS campaign around the world, the French company Orange will no longer participate in Partner Communications' abuses in the Israeli colonies. Secondly, this is a lesson for foreign investors who have to understand that it is no longer risk-free to profit from one of the last colonial situations existing in the world today.

As a new year begins, Orange's withdrawal from the colonies can be added to a long series of victories – Veolia, GS4, and many in the sphere of the cultural and academic boycott – which bodes well for a campaign that will inevitably, sooner or later, help to free the Palestinians from their state of servitude on their own land.

---

## **Réponse de la Campagne BDS**

# France à Meyer Habib : Qui attise vraiment la haine ?

Communiqué de la Campagne BDS France

Paris, le 17 décembre

La campagne BDS France -Boycott, Désinvestissement, Sanctions- a appris avec indignation les propos diffamatoires et mensongers tenus par le député Meyer Habib le 16 décembre dernier au cours de la session de questions au gouvernement. Cette rhétorique propagandiste permet à Manuel Valls de témoigner son « attachement partagé à l'Etat d'Israël » et de condamner fermement toutes les campagnes de boycott à l'égard d'Israël, décrites comme le paravent d'un « antisionisme qui bascule dans l'antisémitisme ». Cet amalgame est donc proféré et confirmé au plus haut sommet de l'État.

Ne pouvant croire que M. Habib soit mal informé, nous ne pouvons que prendre acte de ses propos « La Campagne de boycott d'Israël dite BDS a pris des proportions alarmantes: une seule obsession : stigmatiser, exclure...(...) » et affirmer avec force qu'ils constituent un mensonge patent destiné à délégitimer la lutte contre la politique coloniale de l'État d'Israël, pour le respect du droit international et la reconnaissance des droits des palestiniens, en usant très exactement de l'amalgame que son auteur prétend condamner.

Quand à l'amalgame concernant la tuerie à l'Hypercacher, elle est particulièrement choquante et honteuse, quand on sait que la Campagne BDS est une campagne qui lutte aussi contre toute les formes de racisme et de haine, qu'il s'agisse de l'antisémitisme ou l'islamophobie, dont fait d'ailleurs preuve Meyer Habib quand il évoque sans la moindre contestation dans les rangs de l'hémicycle « une gangrène islamique en Europe ». Nous mettons au défi quiconque de trouver une seule référence de notre campagne qui se situerait sur le terrain du racisme. Tout notre combat se construit précisément dans le cadre de la lutte contre tous les racismes. Il est aisé de le vérifier sur

le site de la campagne BDS France, au paragraphe 3 de notre charte qui établit clairement :

*« Notre action est éthique, citoyenne et politique.*

*Elle s'inscrit dans notre combat permanent contre toute forme de racisme.*

*Elle ne vise pas des personnes ou des groupes en raison de leur origine ou de leur religion juive, ni leurs entreprises ou leurs produits.*

*Nous faisons une différence évidente entre un produit israélien que nous boycottons, et un produit casher produit par une entreprise non israélienne que nous ne boycottons pas. Ce boycott ne vise pas la société israélienne ni les individus qui la composent, en tant que tels, il vise la politique coloniale d'occupation israélienne et ses partisans. »*

Cette campagne internationale BDS, lancée par plus de 171 organisations de la société civile palestinienne s'inscrit dans la même logique que celle qui avait été menée contre l'Apartheid d'Afrique du Sud. Elle vise à faire pression sur le gouvernement israélien jusqu'à ce qu'Israël s'engage clairement à respecter le droit international, et mette fin à l'occupation, à la colonisation et à l'apartheid israélien.

Elle n'a rien «d'illégal », et ni les nombreuses instrumentalisations de la justice pour faire taire la liberté d'expression, ni les intimidations contre des militant-e-s anti-apartheid avec le soutien du gouvernement français ne pourront stopper la fulgurante progression de la Campagne BDS, outil citoyen et non violent pour la fin de l'apartheid israélien et pour la justice et la paix au Proche-Orient.

Malgré ces attaques qui voudraient nous faire taire et visent à criminaliser la solidarité avec le peuple palestinien, et ce au déni de la liberté d'expression, nous restons plus que jamais déterminé-e-s à poursuivre et amplifier notre combat contre l'apartheid israélien.

Quant à l'image de « l'unique démocratie de la région » qu'essaye de nous vanter Meyer Habib, elle est ternie par la

situation d'apartheid que vivent les citoyens de seconde zone que sont les Palestiniens, et par les massacres répétés contre la population civile de Gaza, dont le dernier fait état de plus de 2200 Palestiniens assassinés, dont 550 enfants selon les Nations Unis.

Apparemment adepte de la théorie raciste du choc des civilisations qui oppose « nos valeurs » (sic) à la barbarie, Meyer Habib n'hésite pas à utiliser au sein même de l'assemblée nationale les propos des plus racistes et fanatiques colons israéliens utilisant les termes « Judée Samarie » pour faire référence aux territoires palestiniens occupés de Cisjordanie.

Même chose lorsqu'il se flatte qu'Israël soit un pays gay-friendly (ouvert aux gays), alors que ce même pays pratique le « Pinkwashing », c'est à dire qu'il instrumentalise la question queers à des fins nationalistes, tout en pratiquant une politique de répression et de chantage infâme en direction des LGBT palestiniens.

Alors que dans des pays comme la Grande-Bretagne, ce débat peut-être mené jusque dans l'enceinte du Parlement, que de plus en plus d'entreprises à travers le monde se désinvestissent d'Israël, les propos de Manuel Valls en réponse au fanatique Meyer Habib témoignent d'une volonté jusqu'au plus haut niveau de l'État de défendre coûte que coûte la politique israélienne, au prix de manipulations et atteinte à la libre opinion et expression.

Toutes ces manœuvres et tentatives de criminaliser le mouvement citoyen BDS ne pourront pas arrêter la détermination de millions de personnes, en France et à travers le monde à continuer à lutter sans relâche au côté du peuple palestinien pour la reconnaissance de ses droits légitimes, et pour le respect du droit international que nous devons exiger de tous. Elles n'empêcheront pas la Campagne BDS de continuer à progresser.

La Campagne BDS France

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

[campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

# L'étiquetage des produits des colonies : progrès ou faux semblant ?

Le 11 novembre 2015, la Commission européenne a demandé à ses 28 États membres de mettre en œuvre l'étiquetage des produits originaires des colonies israéliennes, pour informer les consommateurs. Ce souci d'informer les consommateurs des conditions éthiques et politiques effroyables dans lesquelles les fruits et légumes israéliens sont produits, c'est justement ce qui a valu récemment la condamnation par la cour de cassation de douze militants de la campagne BDS !

Au-delà de ce constat, et des gesticulations hypocrites du premier ministre israélien Benyamin Netanyahu qui, coutumier des manipulations indécentes de l'antisémitisme, identifie cette décision au boycott de l'Allemagne Nazie contre les juifs, ces mesures constituent-elles un réel « progrès » ? En réponse à cette question, nous voulons souligner quelques aspects problématiques de cette décision.

Les produits des colonies sont issus d'une politique illégale et de crimes de guerre. Par conséquent, les commercialiser, avec ou sans étiquette, c'est se rendre complice de cette politique et de ses crimes.

La politique d'un État de droit et qui se revendique du respect des décisions de l'ONU, y compris dans le cadre de l'UE, devrait être d'interdire les produits illégaux et non de les labelliser. Vendrait-on de l'héroïne sur les marchés publics en indiquant juste que c'est une drogue impropre à la consommation?

Etiqueter un produit issu d'une colonie revient donc à

normaliser ce produit, qui peut être vendu comme tous les autres. Bien que résultant d'une politique illégale, le consommateur reste libre de l'acheter ou non. Cette attitude participe de la déréglementation internationale qui accompagne le soutien inconditionnel d'Israël par de nombreux États. On sait, en France et en Europe, ce que cette politique de déréglementation coûte au salariat, à l'université, à la santé publique... C'est une manœuvre mortelle pour nos droits.

L'avancée qu'avait constitué, début 2014, les recommandations de l'UE de proscrire toute subvention et tout financement profitant aux colonies est ainsi remise en question. En effet, recommander aux entreprises européennes de ne pas investir dans les colonies illégales au regard du droit international, et labelliser dans le même temps leurs produits en les laissant entrer sur le marché européen, constitue une double injonction paradoxale. C'est l'interdiction de la commercialisation de ces produits en Europe à laquelle la Commission européenne doit procéder. Signaler leur origine n'est pas suffisant.

La Campagne BDS France a plus d'une fois publié des articles condamnant l'insuffisance de l'étiquetage des produits des colonies (\*).

De fait, les ventes des produits des colonies ont déjà commencé à diminuer, grâce au travail d'information et d'alerte de milliers de militants de la campagne BDS en France, en Europe et dans le monde. Le mouvement international pour le boycott, le désinvestissement et des sanctions contre l'Etat israélien ne cesse de progresser devant la politique d'écrasement du peuple palestinien pratiquée par Israël, et devant ses violations du droit international, un droit auquel tous les citoyens européens sont attachés.

La Campagne BDS France

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

[campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

□

(\*) pour plus d'information:

[http://www.rtbef.be/info/opinions/detail\\_que-doivent-faire-la-b](http://www.rtbef.be/info/opinions/detail_que-doivent-faire-la-b)



elgique-et-l-europe-face-aux-produits-des-colonies-israeliennes?id=8965071

<http://www.plateforme-palestine.org/Produits-des-colonies-israeliennes-en-France-et-en-Europe-etiqueter-ou>

<http://www.mehadrindegage.org/content/etiquetage-ou-interdiction-des-produits-des-colonies-0>

---

# **Solidarité avec les condamnés : boycotter l'apartheid n'est pas illégal !**

(english below)

Communiqué de la Campagne BDS France, le 29 octobre 2015



En 2009 et 2010, douze personnes dans un supermarché de Illzach (près de Mulhouse) participent à des actions de sensibilisation en distribuant des tracts appelant au boycott (\*) de certains produits pour des raisons politiques, des actions comme il en existe de nombreuses autres du même type en France. Ils tiennent à informer les consommateurs des problèmes éthiques que posent l'achat de produits provenant d'Israël: leur production est indissociable de la situation d'apartheid vécue par le peuple palestinien, de la spoliation de ses terres, du refus du retour des réfugiés, en dépit d'un droit reconnu par les Nations Unies, et d'autres violations du droit international commises par l'Etat israélien.

Alors que les actions de boycott de produits représentent un droit des citoyens, et une expression politique comme dans le cas du boycott des produits d'Afrique du Sud ou de Russie, une circulaire écrite par Mme Alliot-Marie, alors ministre de la

justice, recommande au Ministère public de poursuivre spécifiquement les personnes qui appellent au boycott d'Israël. Cette circulaire fut médiatiquement justifiée au nom d'un soi-disant antisémitisme de la campagne de boycott des produits israéliens, alors qu'il ne s'agit aucunement de boycotter des produits « caché », comme elle le prétend, mais d'une position politique appelant à boycotter des produits issus d'une politique coloniale contraire au droit international.

Malgré cette pression ministérielle, le tribunal de Mulhouse déclare ces douze personnes innocentes. Le ministère public fait appel de cette décision, et la cour d'appel de Colmar déclare ces mêmes douze personnes coupables d'appel public à la discrimination basée sur la nationalité.

Appelée à trancher, la Cour de cassation a confirmé la semaine dernière l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Colmar. La Cour de cassation estime que, dans le cas présent, la liberté d'expression invoquée mérite d'être restreinte pour préserver l'ordre public et protéger les droits des producteurs israéliens.

Cette décision marque un triste jour pour la démocratie française, où l'appel au boycott d'un Etat criminel qui viole les droits humains ne va plus de soi. Un triste jour où la liberté d'expression dont se gargarise notre gouvernement est sérieusement limitée en détournant la loi de son esprit dès qu'elle s'attaque à un partenaire politique du pouvoir en place.

La Campagne BDS a été initiée en 2005 par 170 organisations de la société civile palestinienne qui appellent à faire respecter le droit international. Cette campagne progresse dans le monde entier, et l'Etat israélien, qui intensifie ses provocations et ses persécutions contre le peuple palestinien, est de plus en plus isolé dans l'opinion publique. Puisqu'il viole constamment le droit international, c'est l'Etat d'Israël qu'il faut condamner, et non pas les militants de BDS.

La Campagne BDS France, qui demande l'abrogation de la

circulaire Alliot-Marie, apporte tout son soutien aux personnes condamnées, et les soutiendra dans toutes les décisions qu'elles seront amenées à prendre prochainement.

La Campagne BDS France appelle toutes les personnes, en France comme partout dans le monde, à continuer de mettre en oeuvre la décision du peuple palestinien: promouvoir une campagne de Boycott-Désinvestissement-Sanctions contre l'Etat d'Israël, jusqu'à ce qu'il respecte le droit international et les principes universels des droits humains.

Pour tout citoyen de conscience, soucieux des droits et de la dignité des peuples, BDS est non seulement un droit, mais aussi un devoir moral !

#JeSuisBDS

La Campagne BDS France

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

[campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

#### **(\*)Eléments juridiques additionnels:**

Comment assumer de protéger les droits de producteurs qui vendent des produits qui n'ont été ni cultivés ni fabriqués par eux et encore moins chez eux ?

La campagne BDS souligne que la Cour de Justice européenne dans son arrêt Brita rappelle que les producteurs israéliens «ne peuvent bénéficier ni du régime préférentiel en vertu de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part, ni de celui instauré par l'accord d'association euro-méditerranéen intérimaire relatif aux échanges et à la coopération entre la Communauté européenne, d'une part, et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)». Dès lors, pourquoi le ministère public et la cour de cassation n'ont ils pas suivi ce jugement qui constitue une jurisprudence ?

Elle rappelle aussi que la Cour internationale de Justice, dans son avis contre la construction unilatérale du mur, affirme que « (...) tous les Etats sont dans l'obligation... de ne pas prêter aide ou assistance au maintien de la situation

créée par cette construction(...) ; tous les Etats parties à la IV convention de Genève (...) ont en outre l'obligation dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, de faire respecter par Israël le droit international humanitaire(...)». Dès lors, favoriser les producteurs israéliens revient à violer ses obligations internationales.

La Campagne BDS France suit solidairement, l'appel lancé par les organisations palestiniennes visant à sanctionner l'Etat d'Israël qui viole, en toute impunité, les normes impératives du droit international et du droit international humanitaire. Cette campagne s'inscrit dans des actions pacifiques et se conforme à la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, telle qu'énoncée par l'ONU et s'appuie entre autres sur l'arrêt Brita rendu par la cour de Justice européenne. Dans ce cadre, elle appelle tous les défenseurs des droits humains en France, comme ailleurs, à soutenir la lutte du peuple palestinien pour son droit inaliénable à l'autodétermination et à mener campagne pour l'information des consommateurs sur les produits étiquetés « Israël », alors qu'ils viennent de Palestine. Ces défenseurs sont conscients que l'Etat d'Israël prive l'ensemble du peuple palestinien de ses droits économiques. Ce vol organisé doit être dénoncé.

Les actions de boycott sur des produits «volés» représentent un droit des citoyens, qui, épris de justice, sont conscients que la paix et la sécurité internationales ne peuvent s'obtenir que si tous les peuples bénéficient de leur droit inaliénable à l'autodétermination et à une souveraineté pleine et entière. Cette arme pacifique a été utilisée, avec succès, contre l'Afrique du sud qui maintenait la grande majorité de sa population dans une situation d'apartheid, violant les piliers de la Charte des Nations unies, la non-discrimination avec son corollaire l'égalité. Aujourd'hui, c'est cette même arme qu'ont utilisée les douze défenseurs des droits de Mulhouse et qu'utilisent tous ceux qui croient en l'égalité

entre Etats. Le boycott, dans les cas graves de violations des droits humains, constitue un droit politique de conscience citoyenne...

—

ENGLISH:

**Solidarity with the convicted activists:**

**boycotting apartheid is not illegal!**

BDS France Communiqué – 29 Octobre 2015

In 2009 and 2010, twelve people took part in awareness-raising actions in a supermarket in Illzach (near Mulhouse) by distributing tracts calling for the boycott of certain products for political reasons. Numerous actions of the same sort are carried out in France.

They wished to inform customers about the ethical problems involved in the purchase of goods coming from Israel: the production of such goods is part and parcel of the apartheid situation endured by the Palestinian people, the dispossession of their lands, the refusal of the refugees' right of return, a right recognised by the United Nations, and other violations of international law committed by the State of Israel.

Although carrying out a boycott action is a citizen's right and a political expression, as in the case of the boycott of products from South Africa or Russia, a circular drawn up by Mme Alliot-Marie, the justice minister at the time, was addressed to magistrates all over France urging that legal charges be brought specifically against persons calling for the boycott of Israel. This circular was justified in the media in the name of the supposed anti-semitism of the campaign to boycott Israeli goods, whereas the campaign in no way targets "kosher" products, as claimed, but expresses a political position calling for the boycott of goods produced under a colonial policy that is contrary to international law.

Despite this ministerial pressure, the Mulhouse court pronounced the twelve people innocent. The Public Prosecutor then appealed that decision, and the Court of Appeal in Colmar ruled that those same twelve people were guilty of publicly provoking discrimination based on nationality.

Subsequently called upon to make a judgement, the Court of Cassation last week confirmed the ruling of the appeal court, estimating that, in the present case, the exercise of freedom of expression deserves to be restricted in order to safeguard public order and to protect the rights of Israeli producers.

This decision marks a sad day for French democracy, when a call to boycott a criminal State that violates human rights is no longer self-evident. A sad day when the freedom of expression lauded by our government can be seriously limited by distorting the spirit of the law whenever it affects a political partner of the government of the day.

The BDS Campaign was launched in 2005 by 170 Palestinian civil-society organisations appealing for the respect of international law. This campaign is growing around the whole world, and public opinion shows that the State of Israel, which is intensifying its provocations and persecution of the Palestinian people, is increasingly isolated.

The BDS France Campaign, which demands the abrogation of the Alliot-Marie circular, expresses its total support for the convicted persons and will support them in any decision that they may take in due course.

The BDS France Campaign calls upon everyone, in France and all around the world, to implement the decision of the Palestinian people: to promote the campaign of Boycott-Divestment-Sanctions against the State of Israel until it respects international law and the universal principles of human rights.

For any citizen with a conscience, who is mindful of the

rights and the dignity of peoples, to promote BDS is not only a right but a moral duty!

#JeSuisBDS

BDS France Campaign

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

[campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

---

# **Communiqué : « Condamnés parce que solidaires du peuple palestinien ! »**

**Communiqué de presse**

**« Condamnés parce que solidaires du peuple palestinien ! »**

La condamnation par la Cour de Cassation des 12 militants mulhousiens du Collectif Boycott 68 nous laisse abasourdis !

Ces militants, qui participaient en 2009 et 2010 à une campagne internationale «Boycott, Désinvestissement, Sanction », dénonçaient, par leur action, l'occupation de la Palestine par Israël, le vol des terres et la colonisation en Cis-Jordanie, le blocus, les guerres menées contre la population civile de Gaza et la violation de tous les droits fondamentaux du peuple palestinien. Ils appelaient l'opinion publique française à soutenir l'action menée par la société civile palestinienne, et soutenue par de nombreuses associations pacifistes dans le monde et même israéliennes, visant à obliger l'Etat d'Israël à respecter le Droit International.

Ainsi en France, dans un climat de criminalisation des combats citoyens, il deviendrait impossible de dénoncer la politique de l'Etat d'Israël, Etat voyou qui bafoue depuis bientôt 70 ans le Droit International ? Après cette condamnation, il serait devenu impossible, aujourd'hui, de boycotter l'Afrique du Sud pour lutter contre l'apartheid ? Pourtant, dans les années 70 / 80, le boycott de l'Afrique du Sud mené contre cet Etat raciste a été un des facteurs essentiels qui ont mené à l'abolition de l'apartheid, victoire du progrès de l'humanité.

Partout en Europe, dans le monde, les campagnes BDS se multiplient en soutien au peuple Palestinien. Et ce n'est pas ce jugement qui va les arrêter. La France devient, ainsi, le seul pays au monde, avec Israël, où l'appel au boycott des produits israéliens entraîne des poursuites pénales !

Les militants concernés, soutenus par leurs amis palestiniens et pacifistes israéliens, les organisations associatives, syndicales et politiques avec qui ils agissent, n'acceptent pas ce verdict, qui considère le boycott de produits comme une discrimination de personnes ! Ils tiennent à préciser que, contrairement à ce que souhaitaient les organisations pro-israéliennes, la cour d'appel, confirmée par la Cour de cassation, a écarté toute accusation d'antisémitisme.

Ils continueront, inlassablement, leur combat solidaire pour la Paix, la Justice et le Droit à l'autodétermination du peuple de Palestine.

***Signé, les militants condamnés et la coordination Mulhouse / Palestine»***

Les militants mulhousiens solidaires du peuple palestinien condamnés (Collectif Boycott 68), Coordination Mulhouse/Palestine Association France Palestine Solidarité



Alsace, Association REDA, Maison de la Citoyenneté Mondiale, Association JID, Comité BDS France Mulhouse, Solidarité Paix Moyen Orient (SPMO), LDH, Justice Pour La Palestine, PCF68, Alternatives & Autogestion 68]

---

# **Lettre de la Campagne BDS France aux maires des grandes villes**

**Cette lettre est la réaction de la Campagne BDS France suite au courrier que le CRIF a adressé aux maires des grandes villes pour dénoncer fermement BDS comme étant prétendument illégal et antisémite.**

Madame ou Monsieur le Maire,

Nous nous adressons à vous en tant que composante française du mouvement mondial Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël (BDS) jusqu'à ce que celui-ci respecte les droits fondamentaux du peuple palestinien. La campagne BDS France est composée de 50 associations nationales (liste ci-après) et de plusieurs dizaines de groupes locaux.

Nous écrivons pour nous présenter et pour dénoncer les pressions ignobles et mensongères qu'essaie d'exercer sur vous l'ainsi nommé « Conseil Représentatif des Juifs de France » (CRIF).

Contrairement à ce que prétend le CRIF, qui ne représente qu'une minorité de la population juive française, l'appel au boycott n'est pas illégal : il relève de la liberté

d'expression. De nombreux boycotts de divers pays ont été appelés ou décidés sans problème par des mouvements citoyens, par des élus, par des personnalités ou par notre gouvernement lui-même (ainsi récemment contre la Russie).

Le tribunal de la 17ème Chambre correctionnelle de Paris, spécialisée dans les affaires de droit de la presse, diffamation publique, liberté d'expression, a rendu un jugement important le 8 juillet 2011 : *« Dès lors que l'appel au boycott des produits israéliens est formulé par un citoyen pour des motifs politiques et qu'il s'inscrit dans le cadre d'un débat politique relatif au conflit israélo-palestinien, débat qui porte sur un sujet d'intérêt général de portée internationale, l'infraction de provocation à la discrimination fondée sur l'appartenance à une nation n'est pas constituée. »*

La majorité des tribunaux ont rendu des jugements dans le même sens et ont prononcé la relaxe des militants BDS poursuivis, ou ont refusé d'instruire des plaintes pour appel à BDS.

BDS est un mouvement citoyen, non-violent et antiraciste lancé en 2005 par plus de 170 associations de la société civile palestinienne et qui vise à mettre fin à la politique coloniale et d'apartheid qu'Israël impose au peuple palestinien. Il s'inspire du boycott qui avait contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Contrairement à ce que prétend le CRIF, il n'exerce pas d' *« entrave à l'exercice normal d'une activité économique quelconque »* et ne s'adresse qu'à la conscience de chacun.

L'Etat d'Israël, qui viole constamment le droit international, a été condamné par de nombreuses résolutions internationales, mais il bénéficie néanmoins d'une large impunité lui permettant de continuer sa politique de dépossession, de persécutions et de provocations à l'encontre du peuple palestinien.

BDS permet à toutes celles et ceux qui sont indignés par l'occupation et la colonisation de faire entendre leur voix pacifiquement. Il ne vise pas des individus en tant que tels, mais une politique d'Etat et ses responsables.

L'accusation d'antisémitisme est particulièrement odieuse : de nombreux Juifs en France et dans le monde entier (même en Israël) sont engagés dans le mouvement BDS. En revanche le CRIF, dont le discours et les « recommandations » tendent à donner de tous les Juifs l'image d'une population colonisatrice et au-dessus des lois, alimente l'antisémitisme.

Nous vous appelons à ne pas vous laisser intimider par ce « Conseil Représentatif », qui harcèle ses interlocuteurs et fait pression sur les instances les plus hautes de notre pays pour protéger une politique largement condamnée par l'opinion publique internationale.

Les crimes d'Israël et l'oppression du peuple palestinien ont un retentissement international et des répercussions ici même, dans l'opinion publique et dans les conceptions du « vivre ensemble ». C'est pourquoi ils ne peuvent laisser indifférent un-e Maire attaché-e à la justice, à l'antiracisme et à l'égalité des droits.

Nous nous permettons par ailleurs de vous rappeler que conformément à la position constante de l'Europe concernant l'illégalité des annexions effectuées par Israël depuis 1967 et de la colonisation, le gouvernement français a rappelé aux entrepreneurs et aux investisseurs que les activités économiques et financières dans les colonies israéliennes « entraînent des risques juridiques et économiques liés au fait que les colonies israéliennes, selon le droit international, sont construites sur des terres occupées et ne sont pas reconnues comme faisant partie du territoire d'Israël » et des « risques réputationnels ». Cette mise en garde exprimée par différents gouvernements européens montre la limite des relations normales que l'on peut entretenir avec un pays qui

mène une telle politique.

Dans l'attente de votre réponse et dans l'espoir de vous rencontrer, veuillez accepter, Madame ou Monsieur le Maire, nos respectueuses salutations.

La Campagne BDS France

Liste des 50 associations, partis et syndicats adhérant à la Campagne BDS France :

ABNA PHILISTINE – ALLIANCE FOR FREEDOM AND DIGNITY (AFD) – ALTERNATIVE LIBERTAIRE – AMÉRICAINS CONTRE LA GUERRE/AMERICANS AGAINST THE WAR (AAW FRANCE) – ASSOCIATION DES PALESTINIENS EN FRANCE (APF) – ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS MAGHRÉBINS EN FRANCE (ATMF) – ASSOCIATION DES TUNISIENS EN FRANCE (ATF) – ASSOCIATION DES UNIVERSITAIRES POUR LE RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL EN PALESTINE (AURDIP) – ATTAC FRANCE – CAMPAGNE CIVILE INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DU PEUPLE PALESTINIEN (CCIPPP) – COLLECTIF DES FEMINISTES POUR L'EGALITE (CFPE) – COLLECTIF JUDEO ARABE ET CITOYEN POUR LA PALESTINE – COLLECTIF DES MUSULMANS DE FRANCE (CMF) – COMITES PALESTINIENS POUR LE DROIT AU RETOUR – CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL (CNT) – CONFEDERATION PAYSANNE – COORDINATION INTER ASSOCIATIVE POUR LA PALESTINE (CIAPP) – COORDINATION UNIVERSITAIRE POUR LA PALESTINE (CUP) – DROIT SOLIDARITE – EMANCIPATION SYNDICALE ET PEDAGOGIQUE – EMERGENCE – ENSEMBLE! – FÉDÉRATION ARTISANS DU MONDE – FÉDÉRATION DES TUNISIENS POUR UNE CITOYENNETE DES DEUX RIVES (FTCR) – FÉDÉRATION POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE (FASE) – FORUM SOCIAL DES QUARTIERS POPULAIRES (FSQP) – FONDATION FRANTZ FANON – FRONT POPULAIRE TUNISIEN EN ILE DE FRANCE – GAUCHE ANTI-CAPITALISTE (GA) – GENERAL UNION OF PALESTINIAN STUDENTS (GUPS) – GÉNÉRATION PALESTINE (GP) – ISM FRANCE – LE PARTI DE GAUCHE – LES DESOBEISSANTS – MOUVEMENT DES QUARTIERS POUR LA JUSTICE SOCIALE (MQJS) –

MOUVEMENT IMMIGRATIONS BANLIEUES (MIB) – MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON VIOLENTE (MAN) – NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE (NPA) – ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE – PARTICIPATION ET SPIRITUALITÉ MUSULMANES (PSM) – PARTI DES INDIGENES DE LA REPUBLIQUE (PIR) – RÉSEAU SORTIR DU COLONIALISME – RÉSEAU JUIF INTERNATIONAL ANTISIONISTE/INTERNATIONAL JEWISH ANTI-ZIONIST NETWORK (IJAN) – RESPAIX – RÉVEIL DES CONSCIENCES – UNION SYNDICALE SOLIDAIRES – UNION DES ASSOCIATIONS DE PALESTINIENS EN FRANCE – UNION DES TRAVAILLEURS IMMIGRES TUNISIENS (UTIT) – UNION FRANCAISE DES CONSOMMATEURS MUSULMANS – UNION JUIVE FRANCAISE POUR LA PAIX (UJFP).

Campagne BDS France, CICP, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris –  
Site : [www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)  
E-mail : [campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

---

# **Appel : Vague internationale BDS de solidarité avec la résistance populaire palestinienne #SolidarityWaveBDS**

Début ce week-end, 16-18 octobre

14 octobre 2015

Comité nationale BDS de Palestine

# **Solidarité avec la résistance populaire palestinienne ! Boycott Israël maintenant!**

## **#SolidarityWaveBDS**

Une nouvelle génération de Palestiniens marche sur les traces des générations précédentes en se levant contre le système d'occupation brutal qui dure depuis des décennies, contre le colonialisme et l'apartheid. Des dizaines de milliers de Palestiniens ont pris part à des manifestations dans des dizaines de villes dans toute la Palestine historique, dans les camps de réfugiés et dans les pays arabes voisins.

À partir de ce weekend, participez à la vague d'action de solidarité avec la lutte des Palestiniens. Les gens de conscience qui veulent soutenir la lutte des Palestiniens sont incités à agir et à développer des efforts de Boycott Désinvestissement Sanctions. Cela fera savoir aux Palestiniens qu'ils ne sont pas seuls.

Le soulèvement en cours mené par des jeunes de Palestine est une réponse à l'intensification par Israël du nettoyage ethnique et de l'oppression des Palestiniens, particulièrement dans Jérusalem occupée. Dans les derniers mois, Israël a accéléré le vol de la terre palestinienne et la démolition des maisons palestiniennes, accru ses attaques racistes sur le domaine de la mosquée d'Al-Aqsa, resserré le siège de Gaza et pris de nouvelles mesures racistes contre les citoyens palestiniens d'Israël.

Israël et ses groupes terroristes de colons fondamentalistes attaquent sauvagement les protestataires palestiniens, exécutent des enfants palestiniens et des jeunes dans les rues ; ils en ont laissé plus de 1000 avec des blessures qui peuvent bouleverser leur vie.

Il est urgent de donner une réponse internationale efficace

pour faire pression sur les gouvernements, les institutions et les grandes entreprises afin qu'ils cessent de jouer un rôle dans les crimes d'Israël.

Le Comité National Palestinien de BDS (BNC), qui dirige le mouvement BDS à l'échelle mondiale, est une large coalition de syndicats palestiniens et d'organisations, dont beaucoup sont engagés dans la résistance populaire. Le BNC appelle à une vague d'actions en solidarité avec la lutte des Palestiniens, qui doit démarrer ce weekend des 16-18 octobre.

Élevons la solidarité internationale avec la résistance populaire palestinienne à un niveau supérieur via le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS) :

- Appelez à un embargo militaire et à d'autres sanctions contre Israël dans toutes les manifestations et actions créatives directes.
- Maximisez le bénéfice des manifestations de solidarité en appelant à des campagnes dans tous les domaines pour isoler davantage le régime israélien d'occupation et d'apartheid, comme cela fut fait pour l'apartheid sud-africain.
- Lancez des campagnes contre la complicité des entreprises internationales telles que G4S et HP et contre les entreprises israéliennes telles Elbit Systems, qui participent à l'infrastructure de l'oppression exercée par Israël.
- Organisez des événements, des teach-ins, des actions inventives et des activités qui éduquent sur les droits des Palestiniens, à travers l'engagement dans BDS.
- Faites connaître vos actions en utilisant le hashtag #SolidarityWaveBDS.

***Est-ce que vous organisez une manifestation dans votre ville ?  
Faites nous savoir ce que vous prévoyez en remplissant cette***

*feuille. Nous ferons circuler toutes les formes d'action mises en place dans le monde sur ce site [bdsmovement.net/solidarity-wave](http://bdsmovement.net/solidarity-wave).*

Traduction: SF pour BDS France

Source: BNC :  
<http://www.bdsmovement.net/2015/call-out-international-wave-of-solidarity-with-palestine-13334>

---

# **BNC : Solidarité avec la résistance populaire palestinienne ! Boycottez Israël maintenant !**

Que la période actuelle de répression intensifiée d'Israël et de résistance populaire palestinienne se transforme en une véritable intifada ou non, une chose est déjà évidente : une nouvelle génération de Palestiniens suit les traces des générations précédentes et se mobilise massivement contre le régime brutal d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid d'Israël qui dure depuis plusieurs dizaines d'années.

Les gouvernements du monde, en particulier en Occident, parlent d'un « cycle de violence » dans lequel les deux camps ont une responsabilité, fermant les yeux sur l'origine même du conflit colonial et sur leur propre complicité qui a permis à Israël de pérenniser cette situation et de violer le droit



international en toute impunité. Aujourd'hui, pratiquement tous les Palestiniens appellent à boycotter totalement d'Israël et à l'isoler sur le plan international, dans tous les domaines, comme on l'a fait dans le passé contre l'apartheid sud-africain.

Dans ce dernier cycle, Israël a excité la résistance populaire palestinienne en intensifiant ses attaques contre l'enceinte de la mosquée Al Aqsa, le Noble Sanctuaire situé au cœur de la vieille ville de Jérusalem occupée par Israël. Des groupes de colons juifs fondamentalistes, fanatiques et soutenus par le gouvernement, n'ont cessé de profaner l'enceinte, lançant régulièrement à des fidèles des insultes raciales ignobles et réclamant ouvertement la destruction de la mosquée. Cela a déclenché une colère et une contestation générales à Jérusalem et chez les Palestiniens de toute la Palestine historique.

Comme d'habitude, la réponse de l'armée israélienne a été de protéger les colons coupables et de punir les victimes palestiniennes, et au final d'interdire l'accès à leur lieu saint à presque tous les Palestiniens.

Ces menaces sont prises au sérieux par les Palestiniens qui subissent quotidiennement les conséquences de la politique officielle d'Israël de « judaïsation » de la ville, qui consiste à coloniser progressivement les terres et à remplacer sa population palestinienne d'origine, des chrétiens et des musulmans, par des colons juifs illégaux. La mise en œuvre de cette politique, un nettoyage ethnique qui constitue un crime de guerre au regard du droit international, se fait par des confiscations de terres fréquentes, l'extension du mur colonial, des démolitions de maisons, l'appropriation par des colons de foyers palestiniens, des exécutions, arrestations et expulsions sommaires, tout cela avec le soutien de la « justice » israélienne, un partenaire dans le crime toujours fiable et toujours d'accord.

De plus, la dernière attaque israélienne contre la mosquée Al Aqsa dans la zone occupée de Jérusalem-Est n'est pas un cas

isolé. Des centaines d'églises et de mosquées historiques ont été détruites depuis 1948 par les milices sionistes et, plus tard, par l'état d'Israël. L'été dernier, pendant le massacre de Gaza, Israël a rasé 73 mosquées. Rien que cette année, de nombreuses églises et mosquées palestiniennes ont été endommagées ou profanées par des extrémistes juifs lors d'attaques appelées «Prix à payer», dont l'église de la Multiplication des pains et des poissons au bord du lac de Tibériade qui a été incendiée en juin dernier.

Ces attaques racistes et criminelles contre les Palestiniens et leur liberté de religion sont la conséquence d'un virage complet à l'extrême-droite en Israël et de la suprématie sans précédent dans la société israélienne d'un racisme colonial déclaré, profond, et d'une haine raciale envers la population palestinienne autochtone.

Pratiquement tous les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza sont interdits d'accès à Jérusalem, qui est entourée de murs, de tours de garde et de fil barbelé, et subissent des attaques quotidiennes et des humiliations.

Dans une soi-disant « période d'accalmie » normale, Israël impose son siège médiéval de Gaza, mène des incursions dans des villes palestiniennes, confisque des terres palestiniennes notamment dans le Néguev, détruit des bâtiments palestiniens et construit des colonies illégales réservées aux Juifs. Dans ses tentatives répétées d'instaurer son système d'apartheid et de règne colonial, Israël refuse aux Palestiniens l'ensemble de leurs droits de la manière la plus banale, du droit à l'éducation des enfants à l'accès aux soins des mères, la possibilité pour le fermier d'avoir accès à ses terres et le droit d'une famille de vivre ensemble dans un même foyer. Et tout cela est fait avec la bénédiction des tribunaux.

Compte tenu de la passivité ou de la complicité directe des gouvernements du monde et de l'ONU, et en raison de l'impunité d'Israël dans la pérennisation de ce système d'injustice envers les Palestiniens, dans la Palestine historique et aussi

envers ceux qui vivent en exil, le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) a fait d'énormes avancées pour qu'Israël soit considéré comme un état paria sur la scène internationale.

En boycottant des institutions qui sont complices dans les violations du droit international par Israël, en désinvestissant des sociétés qui soutiennent l'oppression israélienne et en lançant un appel de principe pour des sanctions contre Israël, le mouvement BDS a renforcé l'isolement d'Israël et a commencé à en faire payer le prix à son régime de colonialisme de peuplement, d'apartheid et d'occupation.

La Banque mondiale a signalé que les importations palestiniennes venant d'Israël baissent considérablement. Des hommes d'affaires israéliens disent que les investisseurs européens ne veulent plus investir en Israël, alors qu'une étude de l'ONU confirme que les investissements directs étrangers en Israël ont chuté de 46 % en 2014 par rapport à 2013. Une étude de RAND prévoit que BDS pourrait coûter à Israël entre 1 et 2 % de son PIB chaque année dans les dix prochaines années, et plus récemment, l'agence de notation Moody's a signalé que BDS représente une menace potentielle pour l'économie israélienne.

Il faut faire plus, cependant, pour demander des comptes à Israël et briser sa grande impunité. Les gouvernements complices doivent être dénoncés. Les entreprises qui permettent les violations des droits de l'homme par Israël et en tirent profit doivent en payer le prix en termes de réputation et de chiffres d'affaires. La machine de guerre israélienne, y compris son organe de recherche, doit faire l'objet d'un embargo militaire international total, et tous les dirigeants, officiers et soldats qui sont impliqués dans les crimes passés et actuels doivent être traduits en justice à la Cour pénale internationale ainsi qu'auprès des juridictions nationales compétentes.

Israël ne se contente pas d'opprimer les Palestiniens; il exporte son modèle sécuritaire et répressif brutal dans le monde. Israël est fortement impliqué dans l'entraînement et l'armement des escadrons de la mort en Amérique du Sud, souvent en tant que mandataire des Etats-Unis, et vend des armes et un savoir-faire militaire aux forces de police de Ferguson, Los Angeles, Londres et d'autres villes dans le monde. Israël est aujourd'hui un acteur majeur de la répression nationale contre des mouvements pour la justice raciale, sociale, économique et environnementale dans le monde.

Le Comité national palestinien de BDS (BNC), la direction palestinienne du mouvement BDS mondial, appelle les gens de conscience du monde entier à soutenir les Palestiniens dans leur quête de liberté en ce moment crucial, en intensifiant les actions BDS contre le régime d'oppression d'Israël. En particulier, et en lien avec la révolte massive actuelle dans les rues de Palestine, nous appelons ceux qui soutiennent la lutte palestinienne à :

- Sensibiliser l'opinion aux droits des Palestiniens au regard du droit international et mobiliser du soutien pour BDS par le biais des médias, notamment les réseaux sociaux ;
- Faire pression sur les parlements pour imposer un embargo militaire à Israël ;
- Faire campagne contre les entreprises militaires israéliennes comme Elbit Systems ;
- Soutenir les campagnes de boycott et de désinvestissement contre les sociétés complices, telles que G4S et HP, qui sont complices de la manière la plus flagrante dans l'infrastructure d'oppression d'Israël ;
- Adopter des résolutions BDS effectives et stratégiques, et pas seulement symboliques, dans les syndicats, les associations universitaires, les associations étudiantes et les organisations sociales, qui peuvent mener à des mesures

concrètes et renforcer le boycott culturel d'Israël ;

– Envisager des actions en justice contre les criminels israéliens (soldats, colons, officiers et dirigeants) et contre les dirigeants des entreprises qui sont impliquées dans les crimes et les violations du droit international d'Israël.

Comme la génération de leurs parents, les milliers de jeunes palestiniens de Jérusalem, Gaza, Ramallah, Hébron, Bethléem, Jaffa, Nazareth et d'ailleurs qui ont manifesté massivement dans les rues contre l'occupation et l'apartheid d'Israël rejettent d'abord et avant tout le désespoir et libèrent leurs esprits du mythe de l'oppression comme étant une fatalité. Ils nourrissent aussi l'aspiration de toute la population palestinienne à l'autodétermination et à vivre libre, dans la dignité et une paix juste.

Il est grand temps d'isoler le régime militaire, sécuritaire et raciste d'Israël parce qu'il est un danger non seulement pour les Palestiniens et le monde arabe, mais pour l'humanité toute entière.

Traduction: EC pour BDS France

Source: BNC :  
<http://www.bdsmovement.net/2015/solidarity-with-the-palestinians-popular-resistance-boycott-israel-now-13313>